

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

M-L Duboin : NE NOUS RÉSIGNONS PAS, NE NOUS LAISSONS PAS BOURRER LE CRANE, C'EST PARCE QUE LA MONDIALISATION EST L'OUTIL DU CAPITALISME QU'ELLE VA À L'ENCONTRE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

INTERNET RÉVELE LE COUT CACHÉ DES ENTREPRISES (page 9).

A.PRIME : LES RENCONTRES DE TURIN ET DE LILLE NE RÉSOUDRONT RIEN

(page 5).

(page 3).

D.KESSOUS: LA LUTTE DES CLASSES NE SUFFIT PAS, IL FAUT AVOIR ET DÉFENDRE UN PROJET DE SOCIÉTÉ (page 7)

> J-P Mon analyse Voyage dans le temps économique, LE DERNIER GALBRAITH (page 12)

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LE CONTRAT CIVIQUE.

(résumés en dernières pages)



voir page 6

N°955 mai 1996

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef : Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :

André PRIME Djémil KESSOUS

Rédacteurs (tous bénévoles) : les abonnés qui le souhaitent. Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas renvoyés.

> Impression : R. PERNEL Commission paritaire N° 57434. Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)70	FF
Abonnement de soutien (2 n°)200	FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels 250	FF
10 n°mensuels 350	FF
Europe	FF
(Par avion, nous consulter)	

Règlements:

par CCP: "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris, par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVE B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

Ce journal survit grâce à la souscription permanente

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

Téléphone les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, (16) 1 30 71 58 04

♦ Pour faire réfléchir autour de vous:

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco). Une petite brochure à diffuser largement.

♦ Pour votre réflexion personnelle :

épuisé.

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F,). • Pour animer une discussion :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

♦ Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco).

♦ Enfin une bande dessinée :

«ET SI ON CHANGEAIT?»

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract, au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi. La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais est également disponible, dans les mêmes conditions.



C'est parce que le capitalisme lui impose son idéologie que la mondialisation, en particulier celle des communications, va à l'encontre du développement culturel et de l'épanouissement humain.

mondialisation et domination

par Marie-Louise DUBOIN

récent mouvement de grève contre la privatisation de France Télécom a été moins suivi que les précédents, comme si de plus en plus les employés admettaient qu'il n'y a pas moyen de faire autrement : modernisation oblige. Comme s'ils se résignaient à payer.

Essayons de faire le point entre la réalité des progrès technologiques, tels ceux des télécommunications, et le bourrage de crâne grâce auquel le capitalisme est en train de nous en imposer l'utilisation à des fins mercantiles, juteuses pour un petit nombre de gens mais aux conséquences désastreuses pour la plupart.

Inutile de revenir sur les progrès technologiques. Comme ils servent de prétexte pour justifier la mondialisation des marchés, ils sont amplement décrits par les médias. Les possibilités qu'ils offrent sont indéniables. Il n'est qu'à voir la joie de cohortes de retraités qui, en jets ou en cars très confortables. découvrent le monde. Moi-même, je reconnais que grâce à Internet, depuis dix ans, je peux correspondre facilement avec mes collègues, qu'ils soient américains ou canadiens, et mieux encore, depuis environ un an, je peux, grâce au forum FutureWork, débattre depuis mon bureau, instantanément, avec des universitaires économistes et sociologues du monde entier, ce qui n'était pas possible avant.

Ces aspects positifs ne doivent pas

faire illusion. Prenons l'exemple de nos retraités en goguette. Notons d'abord que leur nombre, déjà pas très grand, va sérieusement diminuer avec les mesures de restriction sociale. Ensuite et surtout, ces retraités sont des clients, ceux d'agences de voyage qui font visiter les sites qui "paient" et choisissent les hôtels qui partagent avec eux les bénéfices. En se mondialisant, pardon, en se modernisant, la profession s'est développée et organisée. Maintenant, de grandes entreprises "voyagistes" ont fait construire, souvent dans le Tiers monde, à relativement peu de frais, des hôtels de luxe selon le modèle occidental, pour leurs "cibles", pardon, pour leurs clients. Et c'est comme cela que de nouveaux voyageurs, en rang d'oignons, "font" le Mexique ou la Thaïlande, suivant des programmes soigneusement mis au point par des spécialistes. Résultats sur le plan culturel ? Sur le plan humain? Certes, nos voyageurs sont contents, ils rapportent de partout des gadgets fabriqués en série à Taïwan et peuvent montrer en famille les films qu'ils ont pris avec un matériel photographique sophistiqué. Mais ils n'ont eu aucun contact avec les populations des pays visités, même si on leur a organisé à l'hôtel une soirée folklorique de série avec des figurants locaux. La connaissance du pays qu'on leur a ainsi inculquée est plus superficielle que celle que peuvent leur apporter quelques

ouvrages ou quelques bons films. Ils reviendront convaincus de la beauté du monde, tant mieux, mais ils n'auront rien vu, rien compris de sa misère. Et s'ils se sont faits de nouveaux amis, c'est parmi leurs compagnons de voyage, il n'était donc pas nécessaire pour cela de parcourir des milliers de kilomètres! Par contre, s'ils n'avaient pas été tentés par l'offre d'un voyagiste et avaient préparé leur voyage euxmêmes, voire à plusieurs, ils auraient pu beaucoup mieux découvrir le pays, prendre le temps d'avoir de véritables contacts sur place, nouer des relations, organiser des échanges, etc. Bien sûr on peut rêver qu'Internet va permettre de tels contacts... Mais il est évident que les professionnels du voyage feront tout pour en dissuader le public, parce que l'intérêt des marchands de voyages n'est pas que les gens utilisent les nouvelles technologies pour être plus autonomes et que se développent entre eux. même à travers les mers, des contacts directs, naturels, culturels, en un mot : adultes. Leur intérêt est que les gens, lorsqu'ils ont des loisirs, aient le réflexe de s'en remettre à eux (et donc les payer) pour les occuper. Et la publicité des voyagistes est bien outillée pour les conditionner. Tant pis pour la culture, c'est l'uniformité assurée.

Cet exemple, entre mille, amène à réfléchir aux véritables motivations et aux conséquences de la mondialisation *par le marché*. L'extension

du marché n'a pas d'autre but que de permettre aux puissantes sociétés transnationales d'imposer leurs marchandises, porteuses d'uniformisation et destructrices d'autonomie. Elle est ainsi à l'opposé de tout développement culturel (on le constate déjà avec la diffusion des émissions télévisuelles de grande série, américaines surtout). Cette domination du monde par le marché, qui lui impose ainsi son idéologie, est le véritable danger. Pas le fait que les communications se soient développées par-dessus les frontières historiques, ce qui, au contraire, est un progrès pour tous ceux qui se sentent citoyens du monde. Le mondialisme n'est donc pas une fin, ce n'est pas la garantie que tout être humain aura ainsi les moyens de s'épanouir. Un gouvernement unique n'est pas la garantie contre la dictature des milieux financiers qui, eux, sont déjà mondialisés.

André Fontaine, dans *Le Monde* du 21 février dernier, rappelait que cette utilisation de la mondialisation n'est pas nouvelle et que pour Marx, déjà, « e développement du capitalisme était lié à l'extension du marché, avec pour conséquence la réduction croissante des hommes au rôle de simples pantins au servi-

ce de la puissance aveugle de l'argent. » Depuis Marx, les moyens de communiquer, d'étendre son commerce, ont fait des bonds prodigieux. Le capitalisme les utilise et tente, pour prévenir la réaction de ceux qui en voient les inconvénients, de faire passer cette domination du monde pour une nécessité. « There is no alternative » avait déjà dit Margaret Thatcher, ce qui lui avait valu d'être surnommée TINA, « Il n'y a pas d'alternative » a repris Juppé, essayant à son tour de faire croire que les dégâts entraînés par sa politique sur le plan social sont les retombées inévitables du progrès!

C'est faux. Le choix est fait, délibérément, de laisser la bride sur le cou au marché, quelles qu'en soient les conséquences. Il faut le comprendre et il faut le faire comprendre pour que tous ceux qui paient, au sens propre et au sens figuré, ne soient plus dupes. Et c'est une démission de se résigner à gober ces bobards comme ont semblé le faire les employés de France Télécom. On leur assène, par exemple, par tous les médias interposés, qu'il faut privatiser France Télécom pour pouvoir faire face à la concurrence étrangère ouverte par le traité de l'Union Européenne.

Non seulement c'est faux, et la preuve en est le remarquable et rapide développement du téléphone en France, au début des années 70, par les PTT, service public et non privé, dès lors que la politique en avait été décidée. Mais en plus, il faut voir que toutes les installations actuelles, qui ont été payées par les contribuables et par les usagers, vont maintenant être offertes au privé. C'est donc bien sur toute la ligne —sur toutes les lignes— un choix politique.

Un autre choix est possible, celui de mettre tous les moyens qui existent au service de tous, avec pour impératif non plus l'argent et la rentabilité des entreprises, mais l'épanouissement humain, grâce à une économie distributive. Ce n'est pas parce que le communisme de l'URSS a échoué qu'il est désormais impossible d'imaginer d'autres relations humaines que celles qu'impose le capitalisme. Les employés de France Télécom, comme ses usagers, ont besoin d'un véritable projet de société. Nous leur offrons le nôtre à défendre. Mais, mis en condition, ils préfèrent le considérer comme une utopie plutôt que se battre et devoir aller à contre-courant d'une idéologie qui finira par les exclure.

Aprés réédition, nous disposons de nombreux exemplaires
de notre numéro SPÉCIAL SOIXANTENAIRE.
Diffusez-le autour de vous,
c'est une page d'histoire qui fait réfléchir,
c'est une rétrospective de soixante ans de lutte
contre cette ignominie qu'est la misère dans l'abondance,
c'est enfin une bouffée d'espoir
grâce à des propositions dont tout le monde devrait reconnaitre le bon sens.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

H. Hesto 370 - Mme Lahens 300 - R. Lanchon 170 - G. Lecaille 170 - Mme Luce 1.000 - Cl. Monet 20 - H. Naud 20 - R. Pelofi 70 - Mme Prothery 200 - M. Rajain 240 - J. Célestin 50 - Mle Clouet 70 - A. Dauteau 70 - Mme Escurpeyrat 500 - J. Figarella 50 - J.M. Forcade 70 - Mme Grémion 170 - Mme Varin 20 - A. Villégier 220 - M. Bellet 50 - P. Béné 400 - R. Lextray 70 - Mme Mathelon 40 - J. Gardille 70 - R. Raynaud 53.

Total 4.463 F.

Merci à tous !...

Turin, Lille, et l'Europe sociale

par André PRIME

rès de 20 millions de chômeurs et 50 millions d'exclus valent bien que l'Europe des 15 consacre à l'emploi une partie de la grand'messe - le sermon ?qu'elle va célébrer pendant près d'une année à Turin.

Initialement, cette Conférence Inter-Gouvernementale avait pour mission de revoir le traité de Maastricht, notamment la politique extérieure et la sécurité commune et son élargissement éventuel à vingt-sept ou trente états ; mais non d'approfondir le volet social à peine esquissé dans le traité.

Ces dernières années, la fracture sociale au niveau européen, voire mondial, les événements de décembre 95 en France, ont fini par inquiéter Chirac et certains dirigeants européens. Ils ont exercé une pression suffisante pour qu'à la veille de l'ouverture de la Conférence de Turin le volet social soit évoqué. Et fortement médiatisé.

Dans l'esprit de la plupart des citoyens, l'Europe est en panne : le grand marché, les querelles sur les institutions, le caractère fédéral ou confédéral ne les passionnent guère. C'est l'état social de leur pays qui les préoccupe avant tout.

En France, chacun y est allé de son couplet. Soucieux de son image autant que de sa carrière, l'homme du célèbre "Munich social", P. Séguin, tenait le 22 mars, en sa bonne ville d'Épinal, devant des personnalités de tous horizons, un forum sur l'emploi. Il déclarait notamment : «L'Europe doit se construire autour d'un projet dont l'emploi sera la priorité absolue». Et de dénoncer «la tyrannie des marchés de capitaux... la pensée économique des années 80». Pour conclure : «J'ai le regret de le constater, l'emploi n'est pas l'objectif premier de l'action publique». Reçu 5 sur 5 par Chirac et Juppé.

Le 23 mars, Pasqua, ex-comparse frondeur de Séguin, devant le Conseil National du RPR, faisait écho : "L'Europe qui se dessine n'est pas celle dont nous rêvions...

Les architectes de la construction européenne ont, plutôt que la cathédrale souhaitée par de Gaulle, édifié un marché, une monnaie et une banque».

A la même tribune, Juppé se fait

lyrique :«Les travailleurs ont des droits et le rôle de la France dans la construction de l'Europe est de le rappeler». Il dénonce : "l'hyperlibéralisme" et le "dumping social". Quant à la protection sociale, il veut être bien clair :«Je veux bien qu'on abaisse les prélèvements obligatoires en Europe pour les ramener au niveau américain, mais est-ce que cela veut dire qu'on va aligner la protection sociale européenne sur la protection sociale américaine ?» Chirac n'avait plus qu'à ramasser tous ces lauriers pour s'en faire une couronne, lui qui, prudent, a choisi de laisser à Juppé l'intendance au quotidien et de "prendre de la hauteur". Le 25 mars, dans Libération, il trace le chemin :«L'Europe a besoin d'un grand projet politique... Elle ne peut se limiter à une zone de libre échange... L'idée européenne, pour parler au cœur des hommes et des femmes, doit susciter le désir, la confiance, l'espérance. Tel n'est pas le cas aujourd'hui... Dans une économie de plus en plus mondialisée, l'avenir fait peur... Oui, il est temps de définir un véritable modèle social européen... C'est l'ambition du mémorandum qui va, dans les prochains jours, être adressé à ses partenaires par le gouvernement français. Il y sera rappelé la nécessité de donner vie aux décisions antérieures qui tendaient à faire de l'emploi la grande priorité de l'Europe... La Communauté dispose d'un budget annuel de plus de 500 milliards de francs. C'est un formidable instrument pour l'emploi».

Et voilà la grande affaire lancée pour les 15 chefs de gouvernement présents à Turin, "le modèle social européen", reprise en fait de "l'économie sociale de marché", le fameux modèle rhénan face au modèle anglo-saxon de l'hyperlibéralisme.



Il y avait un risque à fixer au premier avril l'ouverture de la réunion du G7 sur l'emploi à Lille, où devaient se retrouver les ministres des finances et du travail. Les grands argentiers, à l'exception d'Arthuis (puissance invitante oblige), se sont défilés : poisson d'avril. Mais Chirac était là. à l'ouverture, pour orienter les deux journées d'études et de réflexions. Un discours qui reprenait le mémorandum pour Turin. «Une expansion mondiale est probablement devant nous, mais elle risque, si nous n'y prenons garde, de laisser au bord du chemin une part croissante de la population». De fait, les sept pays les plus riches du monde comptent 23 millions de chômeurs, plus que l'Europe des 15. «Pour ne pas être condamnés à choisir entre le chômage et la précarité... il faut garantir une croissance forte et saine... réduire les déficits, rendre la croissance plus riche en emplois et de qualité». Puis il affirme curieusement qu'il est "historiquement faux" que les technologies détruisent les emplois. Ignorerait-il qu'en 20 ans, la France a augmenté de 70 % sa production de richesses, tout en générant 3 millions de chômeurs ? L'idée dominante de Chirac est la recherche d'une troisième voie, celle de la "démocratie sociale". Britanniques et Américains, eux, ne veulent que réduire «les contraintes pour les entreprises, à la fois en matière d'embauche et de licenciement, de salaire minimum et d'horaire de travail. Ils veulent laisser la plus grande liberté au marché»¹. Comment dès lors s'étonner de la pauvreté du communiqué final de la réunion de Lille : plus de troisième voie, plus de modèle social européen.

Le ministre du Travail, Jacques Barrot, doit être bien décu. Dans une interview au Nouvel Obs, du 28 mars, à la question «Qu'attendezvous du G7 sur l'emploi qui se tient à Lille les 1er et 2 avril ?», il répondait :«Un signal fort, à l'attention de nos opinions publiques nationales. Les chefs d'État et de gouvernement commencent à pressentir la nécessité de donner une dimension sociale à la mondialisation. La mondialisation ne peut être uniquement l'affaire des financiers. L'économie mondiale, c'est l'affaire des entrepreneurs, mais aussi des femmes et des hommes qui travaillent. Si rien ne change, nous serons condamnés entre la dérive américaine vers la pauvreté ou l'enlisement européen dans le sous-emploi chronique et le chômage. Il faut sortir de ce dilemme effroyable».

Effroyable! Le mot n'est pas trop fort. Et J.Barrot dénonce «la dictature du court terme imposée par les marchés financiers» (cf. plus haut Séguin). Et encore: «A Lille, nous

ATT

Bob Allen, PDG du géant des Télécoms des États-Unis annonce que son entreprise va supprimer 40.000 emplois, soit 1 sur 6. En 1995, Bob Allen a touché 80 millions de rémunération!

France

En février à nouveau, hausse du chômage : 15.700 sans emplois de plus, à ajouter à ceux de janvier. Au total 3.031.600 demandeurs d'emplois, 11,8 % de la population active. Si l'on ajoute les 300.000 rayés artificiellement des statistiques, le chômage est en hausse de 0,7 % sur un an.

allons rappeler ces éléments qui permettent d'ailleurs d'entrevoir le futur modèle social européen : une Europe qui réussirait non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan social».

* * *

"Le futur modèle social européen", mort né à Lille en deux jours, peut-il ressusciter à Turin en un an ? Peut-on espérer sortir des effets d'annonce, des incantations, de la méthode Coué sur l'emploi et le social ? La plaisanterie dure depuis des années. Mais la situation, elle, s'aggrave de jour en jour dans "un dilemme effroyable".

En France, en février comme en janvier, le chômage est reparti à la hausse. Les licenciements continuent: BSN, Akai à Honfleur, Alcatel-Alsthom... Un patronat, majoritairement archaïque, continue à mendier, à encaisser, sans rien donner. Avec un pouvoir d'achat en hausse prévue de 0,6 %, à qui vendra-t-on la croissance?

En Allemagne, le ciel s'obscurcit : le chômage frôle les 10 %, la croissance stagne, le modèle rhénan a du plomb dans l'aile. Les patrons ont rompu leurs discussions avec les syndicats sur le "pacte social". Trop élevés les salaires : 35 % audessus de la moyenne européenne. Le patronat estime qu'ils devraient baisser d'au moins 15 % pour

Akaï à Honfleur

200 ouvrières licenciées et ce n'est sûrement pas fini. Main d'œuvre trop chère : la direction souligne qu'en Asie le coût horaire de la main-d'œuvre est de 36 F au lieu de 260 en Europe.

Volkswagen

On se rappelle la réduction massive du temps de travail pour sauver des emplois. Fort heureusement les ventes en 1995 ont augmenté de 8,2 %. Sans cela on aurait pu craindre de nouvelles réductions ou licenciements : en effet, la Polo est fabriquée en 14 heures, contre 32 heures pour l'ancienne Golf. Une productivité plus que doublée.

retrouver la compétitivité des produits allemands. Et avec la privatisation des Télécom, on prévoit 40 à 50.000 licenciements dans les prochaines années².

L'Angleterre ? On se rappelle qu'elle avait adhéré à Maastricht à condition que le volet social soit écarté. Comme les Américains, elle ne veut aucune contrainte au libéralisme.

Et les socialistes français, même après leur convention sur "Monde, Europe, France", manquent terriblement de projet clair. Malgré la pression de leur aile gauche - la gauche socialiste - pour une "Europe sociale", la Direction réagit mollement. Elle s'indigne que Chirac vienne chasser sur ses terres, mais ne présente pas de grand dessein mobilisateur. En fait, pour le moment, les socialistes progressent, dans les élections locales, surtout par défaut. L'Europe, ce sont d'abord les Européens. Le sort de l'Europe dépend de l'adhésion des populations plus que de la volonté des gouvernants. Il faut marteler cette idée comme un slogan : L'Europe sera sociale ou ne sera pas.

- 1. Le Monde du 2 avril.
- 2. En Angleterre, la privatisation des télécoms a entraîné en quelques années la suppression de 90.000 emplois.

Alcatel Alsthom

On se souvient que P.Suard, l'ex-PDG, a dû démissionner à la suite de scandales financiers, notamment la surfacturation de produits vendus à France Télécom. On se rappelle également qu'il gagnait 1,2 millions/mois et que son indemnité de "licenciement" s'est élevée à une année de salaire.

Ce sont les ouvriers et employés qui paient l'incapacité et les erreurs de ce "grand patron". 7.500 suppressions d'emplois dans la branche Télécom, plus 4.000 en Allemagne. Et les syndicats évoquent 4.000 nouvelles suppressions d'emplois.

Japon

Dix huit banques japonaises vont supprimer 20.000 postes d'ici l'an 2000. Là encore, ce sont les salariés qui paient les investissements risqués dans l'immobilier, comme en France. Les fameux jusens, établissements privés de crédit immobilier, soutenus par les banques dans la période faste, sont en grande partie en faillite, entraînant des pertes pour les banques.

A.P.

Critique du lutte-de-classisme

par DJÉMIL KESSOUS



histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes ». Il suffit donc d'accélérer la lutte des classes pour activer l'histoire (qui, comme chacun sait, va dans le bon sens) et donc pour hâter l'avènement de l'émancipation humaine. Vive la lutte des travailleurs! La grève! La solidarité! Les manifs! Et avançons dans le brouillard! Le « lutte-declassisme », telle est l'idéologie qui, aujourd'hui, domine dans tout le monde de la gauche militante!

Pourtant dans le passé, notre école, héritière des valeurs de 1789, a été riche de projets émancipateurs dépassant ce simple aspect conflictuel. On avait des perspectives. Les fouriéristes, par exemple, ont eu leurs communautés ; les saint-simoniens. l'association : les proudhoniens, la mutuelle ; les partisans de l'économie sociale ont eu les coopératives ; les marxistes, pour parvenir au communisme, misaient sur la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ; les anarchistes, passée leur période terroriste, expérimentèrent leurs «milieux libres»; plus récemment, à l'apogée gauchiste des années 60, nous avons connu l'autogestion ; dans le passé, pour toutes ces traditions, la grève était un moyen, et une fin en soi ; même le syndicalisme révolutionnaire, activiste par essence, n'a jamais considéré la grève que comme un outil permettant de préparer la république de producteurs émancipés du salariat... Hélas, tous les grands projets d'émancipation avant échoué (ou avant été récupérés par le système), il ne reste plus rien, aujourd'hui, que la lutte pour la lutte, ou, au mieux, de vagues revendications de partage du travail, de revenu garanti, sans la moindre proposition concrète pour parvenir à ce but.

Pour comble de malheur, il n'y a plus guère de grèves aujourd'hui (par rapport à une époque révolue). Alors, dans les multiples clans du microcosme qui se veut révolutionnaire, notre petit monde lutte-declassiste sommeille gentiment en attendant un hypothétique réchauffement. Il suffit, en effet, que le mouvement social se réanime un peu pour que l'optimisme renaisse ; que quelques milliers d'étudiants descendent dans la rue pour manifester contre le CIP :«T'as vu... les jeunes ils se battent bien, hein !!!» Mais les jeunes (comme les autres), aujourd'hui, ils ne demandent pourtant rien d'autre qu'un salaire décent, autrement dit le maintien du salariat, de l'exploitation. Durant les manifs étudiantes de novembredécembre dernier, les grands slogans étaient : «Bayrou, des sous! Juppé, du blé !»... Et rien d'autre... Aucun projet. Tout l'immense mouvement social que la France a connu en cette fin d'année 1995 - le plus fort depuis 1968 - a représenté un gigantesque NON à la politique actuelle du libéralisme qui remet en cause tous les acquis précédemment obtenus par des décennies de

Cette absence de perspectives que l'on observe au cœur des larges masses populaires se retrouve parfaitement comme un reflet, dans tout le monde de la gauche militante, dans les organisations, les revues...On ne cherche pas vraiment les causes profondes de ce mal qui exclut et précarise, mais on s'attaque à ses effets superficiels. Il-faut-lut-ter. On lutte contre le fascisme, par exemple : «Comment lutter conte le Front national ?»... mais on ne cherche surtout pas où sont les causes du fascisme (précisément dans l'absence de perspectives, d'alternative au capitalisme); d'une manière identique on lutte contre le racisme mais on ne cherche surtout pas quelles sont les raisons qui poussent des millions de gens à se déraciner et à s'expatrier. On lutte contre le GATT, le FMI, la banque mondiale qui conduisent les trois quarts de l'humanité à la ruine -cinquante ans, ça suffit ! - alors que ces institutions ne représentent en fait que quelques superstructures de tout le système capitaliste mondial. On admire les Zapatistes de Marcos tout en se doutant bien que si ceuxci parviennent au pouvoir, ils ne feront pas mieux que leurs prédécesseurs chinois, cambodgiens, vietnamiens ou cubains.

L'école de la lutte de classe a créé un clivage assez tranché : les *pour* et les *contre*.

Ceux qui sont contre la lutte des classes sont ceux qui sont effrayés par la rupture de la cohésion sociale. Parmi eux, certains tremblent parce que ces différents conflits menacent de faire crouler un système qui leur a ménagé de petites places confortables; d'autres, plus simplement, parce qu'ils ne voient pas par quoi le remplacer ; «le capitalisme est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres», pensent-ils (d'après la célèbre maxime de Churchill). Cependant, dans ce camp pacifiste, certains intellectuels ont lancé des recherches et des initiatives qui, bien qu'elles ne remettent pas fondamentalement en cause le système, semblent comporter des avancées timides vers la société post-capitaliste (partage du temps de travail ou revenu de citoyenneté).

Et puis il y a ceux qui sont pour la lutte des classes, tous nos camarades de la gauche militante : communistes, trotskistes et anarchistes réunis, champions du lutte-de-classisme. Certes, cette idéologie n'est pas nouvelle ; elle remonte largement au siècle dernier. On en trouve une des plus belles formulations plus récemment, au cours des années 60, chez l'opéraïste (ouvriériste) italien Mario Tronti qui aspire à retrouver « cette partialité irréductible des ouvriers contre le système social du capital dans son ensemble. Rien ne se fera, dit-il,

sans cette haine de classe...» (c'est lui qui souligne). Le même auteur écrit, deux ans plus tard, cette phrase qui représente à nos yeux la quintessence de l'idéologie lutte-declassiste :« Non, le problème actuel n'est pas de savoir ce qu'il faut substituer au vieux monde, mais encore de quelle façon l'abattre »1. On comprend comment cette idéologie a pu aboutir, ici ou là, à la dérive terroriste car le terrorisme est bien la plus haute expression de l'absence de perspectives.

Ainsi, la gauche militante, dans sa grande majorité, a abdiqué tout ce qui avait fait sa richesse dans le passé: le projet. Proudhon, avec son célèbre "Destrum et aedificabo", avait pourtant bien suggéré que, dans le mouvement social réel, la construction est indissociable de la destruction². Sous peine de déboucher dans le chaos social (ce qui n'est pas exclu) nous devons impérativement accompagner nos cri-

tiques, nos contestations, notre remise en cause de ce système inique, de projets alternatifs. Le mouvement révolutionnaire n'est quand même pas en manque de plans et nous en faisons régulièrement état dans les colonnes de la Grande Relève : outre, les divers projets précités du socialisme historique, il y a également le service social, la monnaie de consommation, le contrat civique, la grève générale productrice et distributrice... Utopie, tout cela ? Nous verrons... Qu'on le veuille ou non, nous n'échapperons pas à la remise à plat générale que les circonstances des futurs bouleversements socio-économiques imposeront à terme.

Il serait donc souhaitable que la gauche militante se préoccupe un peu d'alternatives. Or la grande majorité de ses publications maintient un grand silence autour de ces différents projets. Pourtant, ici ou là,

on peut déceler des signes encourageants. Ainsi, dans les colonnes d'Alternative syndicaliste, nos camarades syndicalistes révolutionnaires entretiennent depuis quelque temps un débat fructueux sur l'économie distributive. Même nos amis d'Alternative libertaire commencent à se pencher sur ce problème de l'économie. L'un de ces camarades m'a confié récemment :« Ce n'est pas vers un grand soir que nous nous dirigeons, mais vers un grand vide... Alors, dans cette grande pagaille qui nous guette, ce sont non seulement les problèmes politiques, mais ceux de l'économie qui se rappelleront à nous... et nous avons intérêt à commencer à nous en préoccuper dès maintenant...»

___-

- 1. Les écrits de Tronti, publiés chez Einaudi en 1966, sont traduits en français dans le recueil : *Ouvriers et Capital* (Christian Bourgois, 1977).
- 2. Cette épigraphe de Proudhon figure en tête de sa *Philosophie de la Misère*.

Chère entremetteuse!

ne faut pas confondre aide sociale et projet de société, c'est à dire soulager ponctuellement la misère de quelques uns et changer la société pour éradiquer la misère. C'est pourtant ce que font de nombreuses associations, comme, par exemple, "Agir contre l'exclusion" que préside Martine Aubry et dont elle dit qu'elle a pour vocation de «promouvoir l'insertion par l'économique (belle expression énarchique!) en facilitant le rapprochement entreprises-habitants». C'est justement là que le bât blesse car les entreprises n'ont besoin de personne pour trouver les personnels qu'il leur faut. Une entreprise, c'est fait pour fabriquer des produits (de préférence utiles) au moindre coût sans faire du "caritatif". Le temps des dames patronnesses est bien révolu.

Cela ne doit pas être évident pour tout le monde puisque de nombreuses entreprises apportent leur concours à la fondation, comme, par exemple, AXA, Danone, Darty, la Lyonnaise des eaux, Péchiney, Renault,... Peut-être veulent-elles se donner une image sociale? Et c'est tant mieux pour les quelques milliers (?) de personnes qui seront ainsi dépannées dans toute la France grâce à divers bricolages. Mais ça ne diminuera pas pour autant le taux de chômage, car ces mêmes entreprises ne se priveront pas pour licencier d'un seul coup plusieurs milliers de salariés pour rester dans la course mondiale à la rentabilité.

J'allais oublier le plus important : savez-vous quel est le capital de la fondation "Agir contre l'exclusion" ? 40 millions de francs (dont les revenus, assure Mme Aubry, suffisent à faire fonctionner l'organisme avec un budget annuel de 3 millions de francs.)

Et si, au lieu de s'épuiser dans un combat perdu d'avance, la Fondation utilisait ses moyens pour tuer le mythe du travail ?

J-P M

Quoi de neuf sur FutureWork?

Nous avons choisi ce mois-ci un extrait d'un message de Sally Lerner de l'Université de Waterloo (Canada) sur le coût caché des grandes entreprises nord américaines. Il est bien évident que les pays d'Europe, la France en particulier, sont confrontés au même problème. En voici la traduction par Jean-Pierre Mon:

le coût public des entreprises privées

es conservateurs et de nombreux modérés déclarent être contre l'aide sociale parce qu'elle encourage les gens à ne pas travailler. Ces parasites, argumentent-ils, reçoivent quelque chose en ne faisant rien, alors que les Américains qui travaillent dur paient des impôts pour les entretenir. C'est ainsi que Phyllis Schlafly disait récemment que dans de nombreux Etats les bénéficiaires de l'aide sociale vivent si bien qu'ils n'ont aucune envie de changer leur mode de vie et de devenir utiles à la société.

Mais même si l'on accepte cette affirmation douteuse, est-ce que ces allocataires sont les seuls resquilleurs dans notre société ? Et est-ce que ce que nous dépensons pour eux est significatif par rapport à l'ensemble des pratiques parasites dont nous souffrons?

C'est à ces questions que vient de répondre implicitement Ralph Estes dans son article "Le Coût Public des Entreprises Privées" publié de manière tout à fait inattendue dans revue très académique "Advances in Public Interest Accounting". Estes part d'une idée simple : alors que les entreprises assument le coût interne de leurs activités, elles ne paient pas et n'évaluent même pas le coûts de leur «dysfonctionnements économiques externes» ou les coûts sociaux que leur fonctionnement impose à l'ensemble de la société. Or ces coûts externes constituent des «impôts forcés» sur les mages qu'occasionnent les entreprises lorsqu'elles épuisent les ressources naturelles qui sont notre bien commun, qu'elles polluent notre air et notre eau, lorsqu'elles génèrent des montagnes de rejets toxiques et de déchets, qu'elles fabriquent inutilement des produits dangereux, qu'elles déstabilisent des populations entières et qu'elles nous font payer pour leur constante manipulation de l'opinion publique et de la classe politique.

A un degré plus ou moins grand, nous sommes tous au courant de ces pratiques, mais Estes a compilé les meilleures statistiques disponibles pour évaluer le coût annuel de ces pratiques pour le peuple américain. On peut calculer certains coûts facilement mais d'autres sont extrêmement difficiles à estimer. Le montant total auguel il arrive n'est qu'une approximation minimale puisqu'il n'a tenu compte que des coûts qu'il pouvait évaluer avec précision. Le montant total s'élève à 2.600 milliards de dollars (1994) par an, soit deux fois le budget fédéral total et plus de 10 fois le déficit fédéral annuel. C'est la subvention que le peuple américain verse chaque année, involontairement et largement sans le savoir, aux entreprises qui nous gouvernent. C'est aussi cette somme qui permettrait de payer pendant la totalité du siècle prochain cette aide sociale qu'attaquent maintenant les deux grands partis américains.

Ces chiffres peuvent paraître extrêmement élevés, mais Estes a tiré ses données de documents officiels et utilisé pour les compiler des experts notoirement reconnus. Il n'a

pas pris en compte les empoisonnements graves des travailleurs agricoles et des consommateurs par des produits chimiques cancérigènes, bien qu'ils frappent annuellement près d'un million de personnes, pas plus que les 278 milliards de dollars que représentent les décès de personnes travaillant dans des activités induisant des cancers...

Les entreprises et leurs agents dans les médias, ainsi que le gouvernement à Washington, exaltent les vertus et les contributions sociales des entreprises, alors que le public paie non seulement pour leur irresponsabilité sociale mais aussi pour leur propagande, leur lobbying et les campagnes de publicité qui leur permettent de corrompre la nation. Et pendant ce temps, les Républicains et les soidisant Démocrates modérés regrettent les sommes que les États ou le gouvernement fédéral ont dépensées en maigres allocations pour soulager quelques uns des maux que cause "l'Entreprise Américaine"! On dit que dans une démocratie, c'est le peuple qui importe, mais dans notre démocratie (américaine) c'est l'argent qui est dans les mains de quelques uns qui tient le gouvernement et les médias à la gorge.

Pourtant, notre enracinement officiel et profond dans la démocratie nous offre un moyen de lutter contre le pouvoir des entreprises. En dépit du cynisme et de la démoralisation si répandus, une politique populaire demeure possible. Elle devient indispensable si nous voulons nous sauver et sauver la nation.

consommateurs, les employés, les

communes et la société en général.

Nous payons tous pour les dom-

L'UNION PACIFISTE

FETE LES TRENTE ANS DE SON JOURNAL

le mercredi 8 mai de 15 à 19 heures au club Dunois, 61 rue Dunois, Paris 13 éme.

avec

M arcel Amont, Serge Utge-Royo Elisabeth et Guimou de la Tronche, Nathalie Solense et la participation de Mouna.

Message à l'ombre des Filaos

du docteur ROSAN GIRARD

est sorti il y a maintenant juste un an. Mais le silence total des médias a bloqué la diffusion de ce livre que beaucoup de nos lecteurs ont déjà lu. Ils n'ont pas été les seuls à l'apprécier, comme en témoignent ces extraits de lettres envoyées par des personnalités connues :

«Vous y formulez de la façon la plus convaincante une conception et un appel que tout homme engagé dans une action politique de salut générique devrait méditer et s'approprier.

Excusez ma brièveté mais vous connaissez le sens de mon œuvre pour y trouver encouragement et sympathie .»

Maximilien Rubel

* * *

« Votre conception ouverte et humaniste (dans le même esprit que celui de Rubel) me convient tout à fait. De même je partage votre refondation "anthropologique" et même "anthropo-biologique". Votre effort de repensée, si rare en notre temps, mérite estime et admiration.»

Edgar Morin

**

« Cher Docteur Girard, tout comme vous, je tente actuellement un essai sur ce que pourrait ou devrait être une société post-salariale et postéconomique, dans laquelle le travail-emploi, le travail abstrait, socialement nécessaire, n'aurait plus qu'une place marginale dans la vie de chacun et de tous.»

André Gorz

bloc - notes

associations

et revues

G.L.E.D

Groupe Liègeois
pour
l'Economie Distributive
a publié la brochure
Muter ou chuter
(prix 18FB, CCP000
0660548)

et diffuse livres et journaux distributistes en Belgique.

en Belgique. L. Gosset, 21 rue Charles-Hansez 4630 MICHEROUX BELGIQUE

G.S.E.D.

Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive 11 rue St-Vincent-de-Paul 13000 MARSEILLE

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau "Pour une nouvelle conscience planétaire" J-C. Giroud 103 Résidence Garderose 33500 LIBOURNE

EDEN

Equipes pour la
Diffusion d'une
Economie Nouvelle
6 bis rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

CITOYENS DU MONDE

15 rue Victor-Duruy 75015 PARIS

FRAGMENTS - DIFFUSION

8 rue de la Chapelle 75018 PARIS

UNION PACIFISTE

BP 196 75624 PARIS Cédex 13

TRANSVERSALES Sciences / Culture

21, Bd de Grenelle 75015 PARIS

La Grande Relève

s'est inscrite à titre collectif à la Maison Grenelle.

Ceci doit permettre à tous ses abonnés d'en utiliser les services, en particulier ceux de la bibliothèque.

ALTERNATIVE SYNDICALISTE

éditée par le Cercle de réflexions et d'Actions Syndicalistes 38, rue du Stand 95120 ERMONT

LE PUBLIPHOBE

56 bis, rue Escudier 92100 BOULOGNE

GAVROCHE

Revue d'histoire populaire 39-41 rue de la Harpel BP872 27008 ÉVREUX CÉDEX

A CONTRE-COURANT

4, rue des Iris 52100 SAINT-DIZIER

RÉSISTANCE

à L'AGRESSION PUBLICITAIRE 61, rue Victor-Hugo 93500 PANTIN

Au fil des iours

es journalistes économiques ne brillent pas par leur sens critique. Ce 22 avril, dans sa chronique de 7h25 sur France-Inter, Jean-Marc Sylvestre s'est illustré une fois de plus par son conformisme à toute épreuve. Commentant les travaux préparatoires du budget 1997, il n'a pas hésité à nous ressortir sans sourciller la doctrine libérale du gouvernement, soit en substance : « il faut équilibre le budget et pour cela réduire les dépenses de l'État. On gagnera ainsi la confiance des milieux financiers. les taux d'intérêt baisseront, les industriels pourront investir et le chômage diminuera. Pour cela il faut, entre autres mesures, diminuer le nombre de fonctionnaires de 30.000 (c'est d'ailleurs le chiffre que proposait Alain Madelin et qui lui a valu de se faire éjecter du gouvernement)». Aucun commentaire. Pour lui, les propositions du gouvernement sont paroles d'évangile. Et pourtant, la moindre des choses pour un journaliste serait de s'informer, de regarder ce qui se passe un peu partout dans le monde. Par exemple au Mexique où le gouvernement suit aveuglément les recommandations ultralibérales du FMI. Le Monde du 20 mars décrivait ce qu'est devenue la situation économique de ce pays à la suite de la mise en vigueur de l'ALENA. Le ministre mexicain des finances prévoyait que la production chuterait encore de 3% au premier trimestre de 96 et que la reprise économique n'aurait pas lieu avant le mois de mai (si tant est qu'il y en ait une!). Cette baisse de production s'ajoute à la chute de 6,9% du PIB de 1995 (la plus forte depuis 1932). L'inflation a atteint 52% alors que les prévisions du gouvernement la limitaient à 4%. «De fait, dit le chroniqueur du Monde, les Mexicains vivent un étrange paradoxe. La communauté internationale, qui a apporté une aide financière massive à leur pays, ne manque pas une occasion de les féliciter pour leurs efforts, mais leurs conditions de vie ne cessent de se dégrader et ils ne

croient guère à une amélioration à court terme. Avec plus de 800.000 emplois perdus en 1995, alors qu'arrivent 900.000 nouveaux venus sur le marché du travail, quelques 1,7 million de personnes de plus ont été condamnées à survivre dans une économie informelle de plus en plus saturée. Les travailleurs payés au salaire minimal ont perdu 40% de leur pouvoir d'achat et la consommation des ménages s'est écroulée, provoquant la fermeture de plus de 15.000 entreprises. Aujourd'hui, le Mexique déteint désormais deux records en Amérique latine : il a devancé le Brésil pour la dette extérieure qui a bondi à 158 milliards de dollars, les salariés mexicains sont passés à la queue du peloton par leur niveau de

Et c'est ça l'avenir radieux que nous souhaite J-M.Sylvestre.

Merci!

Oubli?

vez-vous remarqué que dans A les critères de Maastricht pour instaurer la monnaie unique on trouve : la limitation des déficits publics, le montant de la dette publique, le niveau d'inflation, le niveau des taux d'intérêt, la stabilité des changes. Mais on n'y trouve pas le taux de chômage.

Devinez pourquoi!

Déprime

e secteur du Batiment et des Travaux Publics est, parait-il, entré dans sa plus grande crise depuis la fin de la guerre. L'activité ne cesse de s'effondrer sur tous les marchés tant publics que privés. D'où des rabais qui atteignent 20 à 30% par rapport à "la normale". Malgré le recours systématique à des "loueurs de main d'œuvre", (ces faux artisans qui n'ont ni matériaux ni matériels, et qui sont apparus à la faveur de la loi Madelin sur les entreprises unipersonnelles, et dont les effectifs s'évanouissent en quelques minutes lors des contrôles de l'inspection du travail), les faillites de PME se multiplient. D'après un des grands du secteur, « cette forte déprime durera entre deux et trois ans »...« Ce n'est pas un enième plan de soutien qui va nous sauver. Nous sommes entrés dans une crise structurelle», ajoute le patron d'une PME. D'après lui, l'avenir passe par des entreprises au personnel mieux formé mais moins nombreux. Le secteur, qui a déjà perdu plus de 50 000 emplois au cours des cinq dernières années, prévoit près de 15 000 nouvelles suppressions en 1996.

Les vœux pieux

Balladur a récemment insisté sur l'importance qu'il y aurait à obtenir des Etats-Unis qu'ils mettent fin à la sous-évaluation du dollar. Cette normalisation « conditionnera la réussite durable de l'union monétaire européenne ». Est-il naïf à ce point ou prend-t-il les Américains pour des enfants de chœur ? Il devrait pourtant savoir que "business is business"!

Coût des créations d'emploi

n apprend que les investissements étrangers ont permis de créer 20.000 emplois en 1995. Mais à quel prix pour les contribuables (collectivités locales et État) ?

Cher, si on se réfère à ce qu'ont coûté les 200 emplois (soit 100 fois moins) créés à Belfort : 13,5 millions, plus 10 millions pour réaménager l'ancien site de Bull. Calculez, cela fait plus d'un million pour dix emplois.

JEAN-PIERRE MON

John Kenneth Galbraith vient de publier son trentième livre

Voyage dans le Temps Économique



et ouvrage1 est la chronique de ce que Galbraith a «vu ou appris sur le coeur même de la vie économique » pendant une soixantaine d'années. Mais le livre ne se réduit pas à cela, il s'intéresse aux éléments clés du comportement économique «dont la stupidité prestigieuse peut être un facteur déterminant». Mais, avant tout, il essaye de répondre à la question fondamentale: «comment l'économie, dans sa manifestation la plus large, a fonctionné au long des décennies, et comment les influences de la guerre et de la paix, de l'État et du marché, de l'idéologie et de l'ignorance, ont orienté son cours».

D'entrée de jeu, Galbraith nous avertit : «je crois fermement que la plus grave erreur en économie, c'est de voir dans l'économie une structure stable et immuable».

Puis Galbraith expose sa vision du capitalisme - l'économie mixte - en tant que système économique et son analyse des forces qui y déterminent le changement. Pour lui le capitalisme est l'enfant de la technologie. Et c'est dans la technologie que résident les forces du changement. Une autre dynamique du capitalisme se situe dans son rapport à l'État. Depuis Adam Smith, tous les capitalistes sont convaincus, surtout dans les pays de langue anglaise, que l'État et l'industrie sont intrinsèquement ennemis. «La croissance économique est une autre composante encore de la dynamique du capitalisme. Cette croissance - l'augmentation de la production agrégée des biens et des services exprimée en termes statistiques - est aujourd'hui devenue la pierre de touche reconnue de la performance économique. Comme un adolescent en bonne santé, une économie est censée grandir sous l'effet d'une force intrinsèque... Aucune autre statis-

Professeur émérite d'économie à l'université Harvard, Galbraith a enseigné l'économie pendant soixante et un ans et participé à la conception de la politique économique de plusieurs présidents des Etats-Unis, notamment de Roosevelt, pendant le New Deal et de J.F. Kennedy. Ses ouvrages les plus connus sont l'Ere de l'opulence, le Nouvel État industriel, et La Crise économique de 1929.

tique moderne n'exerce une autorité plus impérieuse. Pour les économistes et pour bien d'autres, le taux de croissance est la dynamique du capitalisme moderne... La croissance économique, avec ses prodigieux effets sociaux et politiques est très importante dans ce qui va suivre. Tout aussi important est le fait qu'elle n'est absolument pas fiable ».

Galbraith nous raconte comment il l'a échappé belle au début de ses études économiques, à la fin des années 20, où, sur les guestions sociales, dominait la voix de W.G. Sumner « qui, dans une anticipation très précoce de Ronald Reagan, soutenait que le système économique récompensait à bon droit les riches pour leur contribution au bien-être général et punissait très judicieusement les pauvres de leurs insuffisances... J'ai eu sans nul doute bien de la chance de ne pas tomber sous son influence ».

Il n'est pas possible de résumer en quelques lignes ce livre sortant des sentiers battus. Je me bornerai donc à citer quelques lignes du dernier chapitre.

«Le conflit social et politique n'oppose pas actuellement et n'opposera pas à l'avenir le capital et le travail ; il mettra aux prises les milieux aux revenus confortables et les démunis, relatifs ou absolus. Rien n'oblige à ce qu'il soit pacifique, et il ne le sera pas. Le poids et la participation politiques sont les solvants de la tension. Quand ils n'existent pas, la violence les remplace. Le danger est déjà manifeste aux États-Unis... L'avenir aura pour pivot le résultat de l'affrontement entre l'autonomie sociale et économique du pays individuel et l'attrait économique et politique de la communauté élargie. Et il dépendra de l'issue de la guerre feutrée - et peutêtre pas si feutrée - entre milieux aisés et classe inférieure. »

JEAN-PIERRE MON

1. Editions du Seuil, octobre 1995.

Chiffres éloquents, à citer :

À PROPOS DE LA BULLE SPÉCULATIVE

.Au cours de l'année 1992, le montant total des exportations

a été en moyenne, de 10 milliards de dollars par jour.

Dans le même temps, les **transactions** sur les marchés des changes (la spéculation)

se sont élevées, *en moyenne également*, à **9 0 0** milliards de dollars par jour.

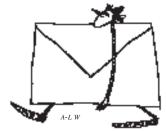
La bulle spéculative peut donc être estimée à **9 0 f o i s** le montant des exportations de l'économie réelle!

Le montant quotidien de ces transactions spéculatives

est donc beaucoup plus élevé que les réserves de <u>TOUTES</u> les banques centrales,

celles-ci s'élevant à 693 milliards de dollars.

courrier



A ttention les yeux ! Dans trois mois, les grands de notre monde seront à Lyon, à l'occasion du G7 pour se congratuler et recevoir en même temps la bénédiction capitaliste de Raymond Barre.

D'après les actualités régionales, la mise en valeur de l'éclairage de la place Bellecour et de la presqu'île coûtera un million de francs. Rien que ça et pour seulement trois jours! Que d'argent dépensé pour

en foutre plein la vue à ces sophistes de la pensée économique et aux téléspectateurs du monde entier. Pourtant le Roi-soleil, assis dignement sur son cheval, aurait dû suffire à lui tout seul à éblouir tout le monde. Dans le même temps, les crève-la-faim des lieux seront "priés" d'aller faire la manche ailleurs.

Le "Progrès" a eu la bonne idée de publier le récapitulatif des sommets depuis leur création en novembre 75 avec les déclarations fracassantes de chaque fin de réunion. Quand je lis tout cela et que je vois la stérilité des résultats, le Français de tous les jours que je suis (ca fait moins péjoratif que Français moyen) se demande bien pourquoi ces doctes personnes continuent de se rencontrer, histoire sans doute de se flatter mutuellement et de faire quelques bons queuletons. Puisse à Lvon la cervelle de Canut leur donner des idées franchement nouvelles. Je vais vous livrer un scoop! D'après moi, voici quelle sera à peu près la teneur de la déclaration finale : «Devant la nouvelle donne de la mondialisation de l'économie, nos peuples respectifs doivent comprendre qu'il leur faudra accepter une "flexibilité" plus grande dans le monde du travail. condition sine qua non pour que les

D'un sommet...

<u>Rambouillet, novembre 1975.</u> Les six participants du premier sommet, dominé par les conséquences du récent choc pétrolier, s'accordent pour "venir à bout du haut degré du chômage et de l'inflation continue".

Porto-Rico, juin 1976. Les Six deviennent Sept avec l'arrivée du Canada, mais échouent à stabiliser un dollar pris dans la tourmente des élections américaines.

Londres, mai 1977. La Commission européenne décroche un strapontin. L'inflation est fustigée, le nucléaire salué comme alternative au pétrole, mais surtout « notre tâche la plus urgente est de créer plus d'emplois ».

Bonn, juillet 1978. Les Sept reconnaissent que «les désordres sur les marchés des changes nuisent à la croissance économique dans le monde » et saluent le projet de système monétaire européen. Le thème du terrorisme fait son entrée.

<u>Tokyo, juin 1979.</u> Confrontés au deuxième choc pétrolier, les Sept décident de limiter leurs importations et de développer les énergies de substitutions, le nucléaire et le charbon.

<u>Venise, juin 1980.</u> « Nous ne surmonterons les autres difficultés que lorsque nous aurons résolu la question de l'énergie », conclut un sommet qui condamne également l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique.

Ottawa, juillet 1981. François Mitterrand, petit nouveau socialiste des Sept, s'affronte avec Ronald Reagan sur une relance des négociations commerciales et les taux d'intérêt américains. La partie politique enfle, des relations Est-Ouest au Cambodge.

<u>Versailles, juin 1982.</u> La guerre des Malouines, et surtout l'invasion du Sud-Liban par Israël, perturbent un sommet critiqué pour ses fastes "royaux" et fait oublier l'échec français sur un nouveau système monétaire international.

<u>Williamsburg, mai 1983.</u> Les Sept peuvent enfin signer un document sur "la reprise économique" qui se dessine. Le sommet est l'occasion d'un violent affrontement entre Reagan et Mitterrand sur la question des missiles.

<u>Londres, juin 1984.</u> La reprise est toujours d'actualité, mais elle partage la vedette avec la crise de l'endettement des pays du Tiers-monde.

<u>Bonn, mai 1985.</u> Nouvelle bataille franco-américaine sur une reprise des négociations commerciales du GATT, comme sur le projet de "guerre des étoiles" du président Reagan. Celui-ci déclenche un scandale en allant le lendemain s'incliner à Bit burg sur les tombes de soldats nazis.

<u>Tokyo, mai 1986.</u> Les Sept se préoccupent de l'accident nucléaire de Tchernobyl, intervenu en avril, et créent un "G7" des ministres des Finances pour « une coordination étroite et permanente des politiques économiques ». C'est aussi le premier sommet de la cohabitation Mitterrand-Chirac marqué par une guéguerre politico-diplomatique.

<u>Venise, juin 1987.</u> L'Iran est mis en accusation pour sa guerre contre l'Irak. Le Sida devient un thème de discussion entre les Grands.

<u>Toronto, juin 1988.</u> Escarmouches sur les subventions aux agriculteurs dans le cadre des négociations du GATT, qui ne vont plus quitter l'agenda des sommets. Les Canadiens "débureaucratisent" une rencontre jugée trop institutionnelle.

<u>Paris-L'Arche, juillet 1989.</u> La France fête son bicentenaire à la Défense en imposant la présence des pays du Sud et le thème de l'environnement. Mikhaïl Gorbatchev s'invite au sommet sous forme d'une lettre lue en séance, pour réclamer un soutien des Sept à la "perestroïka".

<u>Houston, juillet 1990.</u> Un sommet de compromis sur l'aide financière à l'URSS, les sanctions contre la Chine après l'écrasement du "printemps de Pékin" et la réduction des subventions aux agriculteurs.

Londres, juillet 1991. Gorbatchev subit un "grand oral" devant les Sept mais part sans aide financière concrète. La réforme de l'ONU est mise à l'étude après la guerre du Golfe.

Munich, 1992. La persistance de la crise économique remet l'emploi au premier plan et exacerbe les tensions sur le GATT. Elstine obtient, après Gorbatchev, un soutien sur sa politique de réformes. L'usage de "moyens militaires" n'est pas exclu en ex-Yougoslavie.

<u>Tokyo, 1993.</u> Le chômage est au centre des débats et provoque l'organisation à Détroit, en mars de l'année suivante, d'un "G7" qui lui est spécialement consacré.

<u>Naples, 1994.</u> Le premier vrai "G7 + 1" avec la Russie, qui réclame des crédits, et le dernier avec François Mitterrand, qui bloque l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales, et regrette le désintérêt de ses pairs pour les pays pauvres.

<u>Halifax, juin 1995.</u> La Bosnie et l'emploi se partagent les préoccupations d'un sommet qui affirme dans ses conclusions : « L'objectif principal de notre politique économique est d'améliorer le bien-être de nos peuples ».

... à l'autre

té qui leur permettra de créer les futurs emplois et donc de résorber le chômage ».

Je vous laisse en vous disant que c'est toujours réconfortant de lire la Grande Relève ; ça fait tellement de bien au moral que la Sécurité sociale devrait nous rembourser l'abonnement et tant pis pour le trou!

S.B., Vaulx-en-Velin. Le récapitulatif du Progrès de Lyon que nous envoie ce lecteur, reproduit dans l'encadré de la page précédente, complète parfaitement l'article d'André Prime, p.5.

Si j'adhère tout à fait aux thèses de l'économie distributive, je n'ai pas encore bien compris ce que vous proposez pour fonder une véritable Europe des peuples. Je n'ai pas bien compris non plus pourquoi certains abondancistes ont voté "Oui à Maastricht" alors que ce traité s'appuie sur l'économie ultra-libérale.

Pouvez-vous me donner quelques éclaircissements ? Pouvez-vous me dire aussi quelles actions vous proposez pour convaincre toutes les composantes de la gauche, du bien-fondé de vos propositions ? Participez-vous aussi à toutes les actions proposées par la gauche ?

P.S., Romainville.

Notre réponse. Nos propositions sont certes plus socio-économiques que politiques, au sens le plus généralement utilisé de ce terme, et elles sont plus adaptées aux pays industriellement développés qu'aux autres... que le capitalisme pousse à suivre et qui vont donc avoir à faire face aux mêmes problèmes, à plus ou moins long terme.

Nos aspirations sont fondamentalement humanistes, donc mondialistes. Et l'économie distributive peut apporter à tous les peuples le développement qui lui convient, sans qu'un modèle uniformisant leur soit imposé, contrairement à ce qui se passe à l'heure actuelle.

Personnellement, il me semble que c'est la région, plus que les états tels que l'histoire les a découpés, qui serait l'unité géographique la mieux adaptée à l'économie distributive. Communauté historique, même langue, mêmes modes de

vie, liés à un même climat, en font le meilleur "découpage" au point de vue humain. Mais l'Europe en cours d'organisation peut être une étape. Si des abondancistes ont voté oui à Maastricht, alors que c'est l'Europe libérale, l'Europe financière des banques et des affaires que ce traité installait, c'est certainement dans un esprit mondialiste, focalisé sur la suppression de frontières qui sont des barrières entre les peuples.

Quant à convaincre ! Voilà soixante ans que nous y consacrons nos efforts. Nos aspirations qui visent à mettre l'économie au service de l'épanouissement humain, devraient rencontrer plus d'écho à gauche que chez les conservateurs. Mais le changement qui s'impose est si énorme que même les progressistes continuent à nous étiqueter "d'utopistes". Nul ne peut dire combien d'échecs encore leur vaudra leur électoralisme à tout crin, avant qu'ils acceptent de remettre en question le tabou de la création monétaire. Ce sont les faits, bien plus que les hommes, qui les forceront à y venir. Cela ne nous empêche pas de participer tant que nous pouvons, à des discussions et à des actions proposées par la gauche, en tous cas à leur envoyer nos réflexions et propositions.

M-L D

M. interview accordée à "La Rocard déclarait dans une Vie" qu'il avait "bricolé" quand il était à Matignon, et que nos "esclaves mécaniques" étant de plus en plus nombreux et performants, nous devions aller vers une réduction drastique du temps de travail, avec maintien du salaire pour ceux qui gagnent moins de trois fois le SMIC. Il n'ose pas parler de revenu social ou de citoyenneté, mais je pense qu'il s'engage dans la bonne voie. D.Strauss-Kahn, qui fut ministre de l'Industrie sous la gauche, disait dans le même hebdo, quelques mois plus tôt : «Les machines vont nous éliminer un par un et nous serons bientôt tous au chômage». C'est un début de raisonnement, qui nous change de la sempiternelle "réduction des charges" et "flexibilité des horaires".

J'envoie à Alain Madelin, dès cette semaine, le plus "capitaliste" de nos politiciens, une forte documentation, avec photocopie de chapitres entiers de "Libération" de J. Duboin.

A.B., St-Amand-les-Eaux.

D epuis quatre ans, je lutte contre les mauvais traitements envers handicapés mentaux à la Maison départementale de Mindin. Cette lutte, surtout les (grosses) pressions, tant de la part des collègues que de la hiérarchie, me coûte cher, en argent, en temps et en énervement...

C.T., Saint Nazaire

Q uels exemples d'engagement de la part de lecteurs et de rédacteurs sont-ils réalisés, dans ma région en priorité? Je vous pose cette question car il me semble qu'une action politique, au sens noble et désintéressé du terme, et non des calculs de partis, peut avoir une action bénéfique pour un mouvement qui mérite d'être entendu par de nombreux citoyens qui ne soupçonnent peut-être pas son existence. Je serais moi-même prêt à rencontrer l'un de ces représentants.

D.M., Dijon.

A nos lecteurs de répondre.

* * * / ingt-cinq souscriptions pour notre CD ! Ci -joint l'enregistrement d'une interview sur la radio de locale. On m'a invité pour parler musique, à propos du CD, j'en ai profité pour parler de l'économie distributive, j'ai cité J.Duboin et La Grande Relève. Le présentateur m'a avoué que si j'étais venu dans le but de parler d'économie il ne m'aurait pas invité. Il y a dix ans, avec un groupe de rock, on faisait en moyenne 3 émissions de radio locale par semaine. Avec un CD, on fera encore plus, même au niveau national ! Je lance un défi à tous les militants du journal : qu'ils essaient de parler de l'économie distributive trois fois par semaine à la radio. Ils ne pourront pas.

J-P. P., Chäteau-Renault.

En résumé, la "Grande Relève" analyse et propose :

UN CONSTAT:

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés...Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette *Grande Relève des Hommes par la Science¹* dans
tous les processus de production
marque un **changement de civili- sation**, le plus grand de tous les
temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays
industrialisés que les hommes n'ont
pas encore pris conscience de sa
conséquence majeure :

le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée du travail.

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est ce qu'on appelle la crise¹.

UNE NECESSITE:

INVENTER POUR S' ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive, qui pose en principe que :

toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être

financièrement

possible.

Et quand elle a été réalisée, tout citoyen doit avoir le pouvoir d'achat nécessaire pour en acquérir **sa part.**

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre pouvoir d'achat et temps de travail.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et celle du **droit économique** de tout **citoven**.

D'une part, répartir entre tous les tâches encore nécessaires, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques,

et d'autre part, distribuer le pouvoir d'achat correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS:

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le service social que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres activités, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation**: elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



^{1.} Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au mê-

me titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J.Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit l'égalité économique. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION: LE CONTRAT CIVIQUE

D iverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un revenu de citoyenneté, déterminé à partir d'un contrat civique⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

Pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la

possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront composées d'élus, de représentants des

professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La démocratie économique sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du pouvoir de création monétaire, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

Pour en savoir plus sur ces propositions, pour en discuter dans une tribune libre, abonnez-vous au journal (130F par an pour 11 numéros) :

LA GRANDE RELEVE,
BP 108, 78110 LE VÉSINET
CCP 13 402 39 M Paris

ou commandez à cette adresse des documents tels que:

Kou l'ahuri, ou la misère dans l'abondance, un livre plein d'humour, de Jacques DUBOIN (65 F)
L'économie libérée, une brochure de base, bien documentée mais facile à lire (25 F)
un résumé: L'économie distributive et les transitions (25 F)
pour introduire une discussion: Un socialisme à visage humain, d'André Prime (25 F)
et une bande dessinée de 8 pages: Et si on changeait? (35 F).

tous ces prix sont indiqués franco —

^{2.} d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

^{3.} voir notre N° hors série de 1992.

^{4.} voir notre N° 901.